

L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Steven Erlanger, correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *The New York Times*

D'une certaine manière, il faudrait presque une solution à trois États. Nous n'avons pas évoqué l'Autorité palestinienne, et j'aimerais le faire. On a beaucoup parlé de la rénovation ou du renouvellement de l'Autorité palestinienne, et vous avez dit qu'il faudrait peut-être attendre l'élection d'un nouveau gouvernement israélien, mais nombreux sont ceux qui pensent aussi qu'il faut attendre le départ d'Abou Mazen. Itamar, dites-nous un peu ce que vous pensez de l'Autorité palestinienne ; est-ce qu'elle est en cours de réformation, peut-elle jouer ce rôle, ou son leader doit-il seulement représenter un genre de figure de proue politique ?

Itamar Rabinovich, vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings Institution

L'Autorité palestinienne a clairement besoin d'un nouveau leadership, et personnellement, je pense qu'Abou Mazen est très âgé et qu'à un moment donné, il devra être remplacé. En outre, le gouvernement de l'Autorité palestinienne est corrompu et inefficace, et il doit être remanié. Je ne suis pas certain que l'Autorité palestinienne soit prête à faire du pays un État à l'heure actuelle, et un État palestinien failli – imaginons que nous créons un État par la peur et qu'il s'effondre au bout d'un an – serait extrêmement contre-productif. Je pense que nous devons envisager une période de trois à cinq ans pour unir l'Autorité palestinienne et entamer des négociations avec les Palestiniens dans l'optique d'une solution à deux États, puis agir de manière progressive. Durant cette période, l'Autorité palestinienne pourrait procéder à son remaniement avec l'aide de pays arabes. Plusieurs personnalités palestiniennes importantes résident dans notre pays hôte ; elles sont actives en matière de politique palestinienne et bénéficient du soutien du gouvernement. C'est également le cas dans d'autres pays, avec le soutien des Américains et des Européens. Nous devons envisager cette période de trois à cinq ans comme une période pendant laquelle nous procéderions graduellement.

Nabil Fahmy, doyen émérite à l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte

On pourrait supposer que je vais dire quelque chose de différent, mais c'est tout le contraire. Je souhaitais juste confirmer ce qu'a dit Itamar. Nous gérons la crise et prévoyons la création de l'État palestinien à un horizon de trois à cinq ans. Je vous remercie.

Steven Erlanger

Je dois dire que le désastre économique en Cisjordanie est très grave et qu'il y a la guerre ; ce n'est pas comme s'il ne s'y passait rien, il y a un deuxième front. En attendant, sous le

gouvernement israélien actuel, qui inclut M. Smotrich et M. Ben-Gvir, la colonisation de la Cisjordanie se poursuit – souvent, je dirais, sous le regard indifférent des forces israéliennes. Je ne pense pas que ces forces armées appuient la colonisation de manière active, mais elles mènent une guerre contre le militantisme palestinien et ont tué énormément de Palestiniens – vous savez qu’elles ont bombardé des villes de Cisjordanie. L’implication même de l’Autorité palestinienne demande beaucoup de courage ; l’un de mes amis en Cisjordanie, qui enseigne à l’université de Bir Zeit, m’a dit qu’aujourd’hui, être un Palestinien modéré est l’une des situations les plus solitaires qui soient au monde. Personne ne le sait, mais cela prend du temps, comment gérer le problème des colons ? Est-il même possible d’avoir un État palestinien viable qui soit contigu à Israël, à l’heure actuelle ? Vous connaissez le cliché, mais est-ce toujours possible ?

Itamar Rabinovich

Je ne pense pas qu’Israël devrait mentionner les noms des Palestiniens qu’il souhaiterait voir, parce qu’ils y perdraient leur légitimité.

Steven Erlanger

Cela pourrait signer leur arrêt de mort.

Itamar Rabinovich

Il y a eu un excellent Premier ministre de l’Autorité palestinienne, Salam Fayyad, qui a commencé à construire un État en partant de la base. Lui et d’autres Palestiniens m’ont dit : ce conflit dure depuis de longues années ; vous semblez avoir gagné, nous vous avons observés et nous avons tiré quelques leçons de ce que vous avez fait. Sous le mandat britannique, vous avez créé un État au stade embryonnaire, qui existait déjà lorsque l’indépendance a été déclarée, et nous devons faire de même. Salam Fayyad n’est pas le seul à avoir ce point de vue et à posséder les capacités qui sont les siennes. Ces personnes doivent être identifiées – pas par Israël – et invitées à remplacer la direction actuelle de l’Autorité palestinienne. Cela pourrait faire une énorme différence.

Nabil Fahmy

C’est un point important, mais j’aimerais ajouter une remarque – à regret. Nous ne pouvons pas y arriver seuls. En d’autres termes, le Moyen-Orient n’arrivera pas à accomplir cela tout seul, pour une multitude de raisons. Nous avons besoin du soutien international ainsi que d’un leadership international, non pas pour agir à notre place, mais pour continuer d’exercer une pression et d’apporter un soutien. Au cours des deux dernières semaines, le ministre des Finances d’Israël a dit ouvertement qu’il voulait que l’État juif israélien inclue des parties de l’Égypte, de l’Irak, de la Syrie, du Liban, de l’Arabie saoudite, et un sixième pays, je crois.

Steven Erlanger

Peut-être aussi certaines parties de la Floride !

Nabil Fahmy

Avant-hier, il a également déclaré que les Palestiniens avaient trois options : partir, habiter en Israël sans disposer de droits politiques, ou subir le même sort que Gaza en cas de résistance. Le monde ne peut pas accepter cela. Je suis en faveur d'une solution à deux États. Nous avons entamé le processus de paix et nous voulons la paix avec Israël, avec tous les pays arabes, mais pour assembler tous ces morceaux du puzzle avec Salam Fayyad ou d'autres, nous avons besoin d'un sérieux soutien international. M. Trump est un personnage intéressant ; je ne sais pas ce qu'il va faire, mais il s'intéresse à la question, dans le sens qu'il aime conclure des accords. Mon problème, c'est qu'il aime conclure des accords au sens commercial du terme ; il ne considère pas la question sous l'angle de qui a raison et qui a tort, mais sous l'angle de quelle partie est riche et laquelle est pauvre, et qui peut en profiter. Il ne se fonde pas sur les droits historiques ou sur l'État de droit, mais cherche à combler le fossé. Pas plus tard qu'hier, les Israéliens ont pris la décision, je crois, de renoncer au droit administratif en Cisjordanie. Quoi qu'il en soit, je m'inquiète du fait que le gouvernement israélien actuel – je dis bien le gouvernement, car je sais que d'autres Israéliens veulent la paix – promouvra auprès de M. Trump l'idée que nous devrions être réalistes et qu'une solution à deux États est impossible. Retournons à une situation provisoire qui permettrait un cessez-le-feu, prétendons que c'est le plus exhaustif et le meilleur du monde, et changeons la réalité sur le terrain, afin que celle-ci soit irrévocable.

Steven Erlanger

C'est pour cela que j'ai posé la question. Dans une certaine mesure, M. Trump veut mettre fin aux guerres de Joe Biden, et je ne suis pas certain qu'il se préoccupe de savoir quels intérêts seront sacrifiés pour y parvenir ; et puis il y a Mike Huckabee qui pense que le peuple palestinien n'existe pas. Ce qui m'inquiète, c'est l'idée que M. Trump accorde la latitude nécessaire à l'annexion d'une partie de la Cisjordanie, par exemple la vallée du Jourdain.

Nabil Fahmy

Moi, ce qui me préoccupe, c'est que la prochaine étape pourrait être l'option jordanienne : pousser les Palestiniens vers la Jordanie, sacrifier la Jordanie dans l'intérêt de l'État palestinien. Cette approche pourrait sembler réalisable, mais elle est très dangereuse.

Itamar Rabinovich

Vous vous souvenez des accords d'Abraham, mais il y a aussi eu le « deal du siècle », le Plan de paix américain concocté par l'équipe du président Trump. C'était un mauvais plan mais il comprenait deux éléments très importants. Il est vrai qu'avec ce plan, les Palestiniens auraient perdu 30 % de la Cisjordanie, mais il avait le mérite de proposer deux États et d'inclure l'idée d'un échange de territoires, et il aurait pu être amélioré. Deuxièmement, sans vouloir donner de noms, certaines personnes actives dans le dossier du Moyen-Orient sous le premier mandat de M. Trump ne font pas partie de la nouvelle administration du président américain, donc je pense qu'il a tiré des leçons de cette expérience. Troisièmement, il a dit qu'il voulait que la crise de Gaza soit résolue avant qu'il n'intervienne, parce qu'il ne veut pas gaspiller ses efforts sur un problème mineur ; je pense qu'il veut se consacrer à un problème plus vaste.